



À CHAUD

La grève à fond la caisse

Un manifestant achète un sandwich au food truck de la CGT, cours Aristide Briand à Bordeaux.

La mobilisation contre la réforme des retraites continue et les pertes de salaire pèseront lourd à la fin du mois. Caisses des syndicats et cagnottes viennent soutenir financièrement les militants. La grève, c'est aussi une question d'argent.

À l'entrée de la fac Bordeaux-Victoire, des guitares, des micros, une boîte à sucre et un panneau : « prix libre, caisse de grève ». C'est en musique que les occupants de l'université ont décidé de récolter des fonds pour financer leur mouvement. « Une fois rentrés dans nos frais, on décidera où iront les bénéfices », précise Francis, l'un des organisateurs. Une initiative originale qui fait écho aux caisses dont disposent les syndicats, indispensables soutiens aux grévistes. En effet, un jour non travaillé, c'est un jour de salaire perdu... Stéphane Sirot, spécialiste du syndicalisme, explique : « Les organisations syndicales ont historiquement mis au point deux systèmes de financement et de soutien aux grévistes. Il y a les caisses qu'on ouvre pendant les périodes de mobilisation, qui servent à collecter les dons du grand public et celles qui sont récoltées en prévision d'éventuels conflits, avec l'argent des cotisations. » Pour les secondes, la plus célèbre

reste celle de la CFDT (lire par ailleurs). Riche de plus de 126 millions d'euros, la Caisse nationale d'action syndicale (CNAS) assure aux adhérents grévistes une rémunération proche du Smic. Au-delà de ce particularisme, les caisses sont majoritairement ouvertes au moment des conflits et la plupart du temps, elles sont très limitées en terme de moyens. « Les caisses de grèves n'ont jamais permis d'offrir un salaire de remplacement. Le record de collecte date de 1963, pendant la grève des mineurs : 2 millions d'euros recueillis, ce qui peut paraître beaucoup. Mais en réalité, dilué par un mois de grève et 200 000 grévistes, ça ne représente pas grand chose. C'est plutôt symbolique » nuance l'historien.

Dons en nature, cagnottes en ligne...
« Historiquement il existait d'autres moyens pour les travailleurs mobilisés de survivre au delà de la simple caisse de grève » reprend Stéphane Sirot.

Soupes « communistes », orchestres de rue, organisation de galas... « Plein d'artistes comme Johnny Hallyday ont participé aux récoltes en soutien aux mineurs ». À cela pouvaient s'ajouter des dons en nature par des coopératives, des commerçants et même parfois, des agriculteurs. Une pratique aujourd'hui tombée en désuétude face aux collectes en ligne. « Les moyens sont de plus en plus simples, notamment avec le numérique. Autrefois, les ouvriers se démenaient dans les rues pour récolter un soutien. Aujourd'hui il suffit d'un clic pour faire un don », constate l'universitaire.

Entreprises versus grévistes
Une souplesse bienvenue pour les grévistes qui font face à la raideur dont se parent désormais les employeurs. Pour Stéphane Sirot, les pouvoirs publics et les entreprises usent de la retenue de salaire comme d'une arme de dissuasion pour désamorcer ou affaiblir les mouvements de contestation. « L'Éducation nationale par

exemple a mis au point un logiciel pour accélérer les retenues de salaire. Il permet qu'elles soient effectives dans les deux mois. » Un processus très rapide qui ne permet pas aux grévistes d'anticiper. « Par ailleurs, la marge de manœuvre des syndicats s'est rétrécie », précise l'historien. « À la SNCF, jusqu'en 1995, le poids de la grève se faisait financièrement moins ressentir ». Pendant la mobilisation sur la réforme des retraites d'Alain Juppé, il y avait eu des négociations avec la direction. Des compromis avaient été trouvés pour étaler le calendrier des retenues sur salaire ainsi que pour échanger des jours de grève en jours de congés, manière de diluer les pertes. « Aujourd'hui ce n'est plus le cas, on ne négocie plus là-dessus. Le message envoyé c'est que si vous faites grève la retenue sera systématique et très rapide. En quelque sorte vous allez vite souffrir. »

Amandine HUSTACHE @Amand_Hustache
Emilie JULLIEN @Jullien_emilie

ET AUSSI

FAUT-IL ALLER VOIR LE NOUVEAU STAR WARS ?

JOURNÉE INTERNATIONALE DES MIGRANTS

UBB : URIOS TRANSFORME L'ESSAI

LA GRÈVE EN BREF

Pietraszewski succède à Delevoye

Il n'aura pas fallu longtemps pour remplacer Jean-Paul Delevoye poussé lundi à la démission après avoir oublié de déclarer plusieurs mandats. Laurent Pietraszewski a été nommé hier au poste de secrétaire d'État chargé des retraites. Le quinquagénaire, macroniste de la première heure, est un spécialiste reconnu des relations sociales et humaines.

Affaire Delevoye : la justice est saisie

Hier, la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique, chargée de contrôler la probité des responsables publics, a décidé de saisir le procureur pour les omissions de Jean-Paul Delevoye. « Il est nécessaire de signaler ces manquements au procureur de la République, qui décide de l'opportunité des poursuites » a indiqué dans un communiqué l'institution pourtant avertie de son cumul de fonctions illégal depuis 2017.

À Matignon, ça négocie

Edouard Philippe a reçu, hier, un par un les syndicats avant de les réunir tous ensemble aujourd'hui. Le Premier ministre est « optimiste » sur sa capacité à s'entendre avec les syndicats et se dit « ferme mais pas fermé ». Ensemble, ils vont tenter de trouver une solution pour une sortie de crise, alors que l'intersyndicale a exclu mardi, toute trêve pour Noël.



Concert de solidarité aux grévistes le 17 décembre dans le hall de la faculté de la Victoire à Bordeaux.

Se déplacer à tout prix

+ 129%

Les prix des billets des cars Macron ont augmenté en moyenne de 129% depuis le début des grèves. chiffre UFG Que Choisir ?



Ces dernières semaines, les prix des courses Uber ont été multipliés par trois.

x 3

+ 33%

Les réservations de voitures de location ont augmenté de 33% chez Europcar par rapport à 2018 à la même période.



Depuis la première semaine de décembre, les réservations sur la plateforme d'autopartage Ubeeqo ont doublé.

x 2

+ 75%

Avec la grève, les trajets effectués en covoiturage ont augmenté de 75%.



Le nombre d'inscrits sur BlablaLines, application de covoiturage de BlaBlaCar pour les trajets de courte distance a été multiplié par 20.

x 20

+ 25%

de hausse des réservations sur BlablaCar pour le covoiturage pour longue distance en comparaison à la grève du printemps 2018.



Selon la start up WeWard, le temps de marche des citadins a augmenté de 12% depuis début décembre.

+ 12%

Christophe HOSEBIAN-VARTIANIAN @C_Hosebian

Pour la CFDT, toute grève mérite salaire

La Caisse nationale d'action syndicale (CNAS) garantit aux adhérents grévistes de la CFDT une compensation partielle de leurs pertes de salaire. Un dispositif inédit mais insuffisant en pratique.

Faire la grève a un coût. Pour Jean-Sébastien Montes, c'est un sacrifice familial dont tout le foyer pâtit. L'agent d'escalier à la gare Saint-Jean de Bordeaux est sur le front depuis le 5 décembre. Pourtant, mobilisé contre la réforme des retraites, le responsable de la section CFDT ESV Sud Ouest, bénéficie d'une indemnité versée en solidarité par son syndicat : 7,30 € de l'heure les jours de grève, moins un jour de carence. Un versement « pansement » censé compenser ses pertes de rémunération.

Trésor de guerre
Instaurée en 1974, la CNAS dénombre autant de contributeurs qu'il y a d'adhérents à la CFDT. Alimentée par un prélèvement sur les

cotisations des 700 000 membres, la caisse s'est constituée au fil des années, un vrai trésor de guerre : « plus de 125 millions d'euros », souffle Jean-Marc Le Guillou, délégué syndical CFDT de l'entreprise Rexel. Un magot longtemps resté intact : « on n'est pas amateurs de la grève, donc on l'utilise peu » insiste-t-il, louant la fibre négociatrice du premier syndicat de France. De mémoire de militant, Jean-Marc Le Guillou a toujours connu ce dispositif de solidarité devenu indispensable. Autrefois, « les négociations de reprise de travail intégraient le paiement des jours de grèves aux salariés. » Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Pour ce quinquagénaire, la Caisse est un moyen de s'engager l'esprit tranquille, « une corde supplémentaire à l'arc de la CFDT pour peser dans les négociations. »

« On aimerait toujours plus »
Du côté de la CFDT cheminots, c'est un autre son de cloche. À la fin du mois de décembre, Jean-Sébastien Montes totalisera plus de quinze jours de grève. Déjà bénéficiaire du mécanisme de solidarité lors de la grève perlée de la SNCF en 2018, le quadragénaire s'estime chanceux. Pourtant, l'indemnité de 7,30 € par heure est bien en deçà de son traitement de base normal : 11 €. Conséquence à la fin du mois, un salaire divisé par deux et une compensation financière de 800 € net en décembre, bien inférieure aux 1600 € mensuels qu'il gagne d'ordinaire. Outre une réduction de sa rémunération, l'agent d'escalier regrette les délais de versement de l'indemnité par la



Jean-Sébastien Montes bénéficie de l'indemnité de la CNAS.

Caisse nationale d'action syndicale. Il faut compter deux mois avant son versement, « en attendant, la difficulté sera de remplir le frigo », soupire-t-il. Déjà en 2018, il avait dû patienter cinq mois, grève comprise, avant de bénéficier de sa compensation. Néanmoins, Jean-Sébastien Montes se félicite de la transparence de la CFDT : « On sait où vont nos cotisations, ce n'est pas le cas partout ». Conscient de sa position de privilégié vis-à-vis des autres syndicats -et même s'il espère une plus grande réactivité, notamment dans les remboursements- le salarié de la SNCF se satisfait de cette compensation : « c'est une organisation syndicale, pas un fond de pension ».

Thomas GROPPALLO @thomasgropallo



Un groupe de fans a sorti les sabres lasers à l'UGC Talence pour fêter la sortie de l'épilogue de leur saga favorite.

CULTURE

STAR WARS IX Une saga à bout de force

Sorti hier, *Star Wars : L'Ascension de Skywalker*, marque la fin de la mythique saga et clôt la première trilogie produite par Disney. Un épilogue honorable mais sans éclat.

Le moment est venu. 42 ans après sa création par George Lucas, voilà l'intemporelle et intergalactique saga *Star Wars* terminée. C'est donc *L'Ascension de Skywalker* et son réalisateur JJ Abrams qui ont la lourde tâche de mettre un point final à l'épopée. Affirmer que la mission n'a pas été remplie serait malhonnête tant les efforts faits sur les effets visuels, les clins d'œil aux fans et autres coups de tonnerre scénaristiques sont évidents et louables. Entre les nombreux combats et les batailles spatiales flamboyantes, l'action et le spectacle sont au rendez-vous. Mais pas de quoi sauver un film tant attendu et globalement décevant. Outre le manque cruel de charisme et de crédibilité des nouvelles figures de cette

saga, c'est la tournure que prend le scénario qui peut étonner. En atteste les évolutions attribuées à Rey, héroïne un peu fade et à Kylo Ren, méchant faussement intrigant. S'ajoutent à cela quelques *plot twists* parfois accessoires ou tirés par les cheveux laissant un goût d'inachevé à certains spectateurs.

Une perte d'identité
L'Ascension de Skywalker est loin d'être un mauvais film. Il a une indéniable qualité de divertissement et devrait contenter les foules. Disney, détenteur de la licence depuis 2012, connaît la recette du *blockbuster* grand public par cœur. Seulement pour beaucoup de fans inconditionnels de l'univers, le passage de *Star Wars* chez Disney lui a fait perdre son

identité et de sa substance. « *C'est une fin acceptable, mais un vrai fan voit les incohérences dès la première scène* », déplore Arthur, 34 ans. Pour ce féru de la saga et ses amis, les producteurs ont grossièrement tenté de satisfaire les admirateurs « *en copiant la trame et les codes de la trilogie initiale tout en attirant un large public* ». Une hypothèse qui prend tout son sens lorsque l'on se remémore les épisodes IV, V et VI. Les révélations sur la filiation des protagonistes, l'accent mis sur l'héritage ou encore les retours de personnages emblématiques. Tout a été réuni dans cette dernière trilogie pour exploiter la nostalgie et combler les puristes. Un résultat commercial positif, un bilan critique mitigé jusqu'ici.

Paul-Guillaume Ipo @Pg_Ipo

« J'ai envie de voir des dinosaures »

Le Muséum de Bordeaux a déjà passé la barre des 200 000 visiteurs. Parmi eux, de jeunes enfants pour lesquels l'établissement a conçu des activités sur-mesure.

Mauvais temps oblige, le Jardin public est resté portes closes une partie de la journée. Pas de sortie au parc pour les enfants de l'école maternelle Beck ce mercredi mais direction le Muséum de Bordeaux. Dans les rangs, ils ne cachent pas leur excitation. « *J'ai envie de voir des dinosaures* » lance Lucien, 5 ans. « *Et moi la grande baleine* » renchérit Lina.

« Des espaces de liberté »

Ce jeune public de curieux est de plus en plus nombreux à venir visiter le musée. Depuis la réouverture en mars, les enfants de moins de six ans auront été plus de 20 000 à venir découvrir le squelette du rorqual commun et autres animaux naturalisés. Pour cause, l'établissement met tout en œuvre pour leur permettre de s'approprier la nature. C'est l'objectif du « Musée des tout-petits », un espace de liberté, entièrement dédié aux 0-6 ans, où ils peuvent

« *tâter la nature qu'ils n'ont pas chez eux* », selon Victoire Pineau, chargée de développement, de mécénat et de communication. Mais elle le regrette : les espaces culturels sont encore trop peu équipés pour accueillir les jeunes enfants. Au-delà d'une ambition pédagogique, le musée cherche à respecter ce public pour ce qu'il est, c'est-à-dire « *des enfants qui jouent, qui rient, qui pleurent* ». Dans cette même dynamique, l'équipe souhaite mettre ses visiteurs au cœur du processus de transmission. Avec *Complicité* les grands-parents pourront guider eux-même leurs petits-enfants à travers les collections. Un moyen de « *partager la connaissance à notre place* » selon Victoire.

5 place Bardineau, 33000 Bordeaux
Ouvert 10h30 - 17h30 tous les jours sauf lundi et jours fériés
Gratuit pour les moins de 6 ans.

Laura LE STRAT @lauralestrat



Une mère et son enfant découvrent l'exposition « Tous des bébés » au Muséum de Bordeaux.

RUGBY Avec Urios, l'UBB tient le cap

Dimanche, l'UBB reçoit La Rochelle et peut aborder le derby de l'Atlantique avec confiance. Bordeaux-Bègles vit un très beau début de saison. Le nouveau coach y est pour beaucoup.

L'UBB est la véritable sensation de ce début de saison de Top 14. Avec 34 points pris en dix journées et une deuxième place en championnat - à seulement un petit point de Lyon - la dynamique est là. Et rien ne semble pouvoir enrayer cette bonne série, pas même la trêve européenne. L'UBB est en effet en ballottage très favorable pour se qualifier pour les quarts de finale du Challenge européen. Loin d'être anodins, les bons résultats européens symbolisent un changement positif pour le club comme l'explique Yoan Leshauriès qui suit le club pour *Sud Ouest* : « *Contrairement aux années précédentes, l'équipe peut compter sur des remplaçants compétitifs, ce qui permet de faire tourner l'effectif sans lâcher les matchs* ».

« Un vrai chef d'orchestre »
Mais si les recrues apportent satisfaction (Lamerat, Higginbotham), un nom est cependant sur toutes les lèvres pour expliquer la grande

forme de l'Union : Christophe Urios. L'ex-Castrais, qui a signé pour quatre ans en Gironde, fait effectivement l'unanimité au sein du club et de ses supporters. Pour Sophie Durand, présidente des UBB Angels, Urios est la pierre qui manquait à l'édifice « *On avait déjà de bons musiciens, et cette année on a un vrai chef d'orchestre, on aimait le détester mais c'est parce qu'on le voulait avec nous* ». Yoan Leshauriès confirme qu'Urios « *a donné de l'espoir au club. On pouvait avoir des doutes sur sa capacité à s'adapter à un club plus urbain, mais ces doutes ont été balayés par les résultats actuels* ». Dimanche à 16 h 45 les hommes d'Urios affrontent La Rochelle pour le compte de la 11^e journée. Ils espèrent se venger de la lourde défaite de l'an passé infligée par les Maritimes et ainsi se rapprocher un peu plus de la qualification pour les phases finales du championnat.

Thibault LACOUX @Fedextil



En Challenge européen, l'UBB tire aussi son épingle du jeu, comme ici, lors de sa victoire face à Agen le 14 décembre dernier.

SOCIÉTÉ Pas de trêve pour défendre les migrants

Une cinquantaine de manifestants bordelais a interpellé l'État à l'occasion de la journée internationale des migrants. Un moyen de rappeler les conséquences de la loi immigration de septembre 2018.

Hier, ils ont témoigné sous les rayons d'un soleil perçant. « *La Journée internationale des migrants replace la question migratoire au cœur de l'actualité* », se réjouit Brigitte Lopez, porte-parole du Réseau éducation sans frontières (RESF). Même son de cloche pour Médecins du monde et son délégué régional Bernard Broustet. « *Il faut multiplier les occasions de faire passer notre message* ». Ces militants des droits de l'Homme se sont réunis devant l'OFII⁽¹⁾ pour faire part de leurs inquiétudes en matière de logement, d'allocations et d'accès aux soins pour les migrants.

« Près de 2 000 personnes dorment dans la rue »
« *Aucun logement ne vous est proposé.* » C'est en substance la réponse reçue par un demandeur d'asile sur deux en Nouvelle-Aquitaine. « *L'État est hors la loi* », accuse Brigitte Lopez. « *Ce sont des droits élémentaires que d'avoir accès à l'hébergement. Aujourd'hui, ils sont 2 000 à dormir dans la rue.* » Un constat que fait aussi Adama, représentant du Collectif des Migrants de Bordeaux. « *La France est censée être le pays des droits de l'Homme. Mais des gens se retrouvent à dormir à la gare Saint-Jean ou Place de la Victoire* ».

Privés de pièces et de billets
Ils ne sont pas seulement privés d'un toit, mais aussi d'argent liquide. Depuis quelques mois, il n'est plus possible de retirer des espèces depuis le compte où est versé l'Allocation pour demandeur d'asile (ADA). Mis en place par l'OFII en 2015, un



Militants et citoyens ont témoigné devant l'OFII à Bordeaux, sous le regard du directeur adjoint et d'un vigile, à l'entrée du bâtiment.

versement de 7,80 € est alloué à une personne seule, quand une famille de quatre reçoit 17 €, soit 4,25 € chacun. Les associations voient la suppression de la monnaie comme un moyen de traquer les allocataires et de supprimer les transactions en espèces. Sadou, demandeur d'asile malien, se retrouve « *obligé de mendier pour avoir quelques pièces* ». Des espèces nécessaires notamment pour les besoins de première nécessité, quand le paiement par carte ne se fait qu'à partir d'un euro.

Des mois d'attente pour accéder aux soins
Ce n'est guère mieux du côté de l'accès aux soins. Un nouveau délai de carence impose désormais aux demandeurs d'asile trois mois d'attente. « *On parle de personnes qui viennent de traverser la mer Méditerranée pour*

arriver en France. Certains ont besoin de soins. Attendre c'est aggraver leurs problèmes de santé », s'inquiète Médecins du Monde. De nombreux demandeurs d'asile se ruent alors vers les services des urgences, déjà surchargés, ou se rapprochent d'associations, qui n'ont pas des moyens extensibles. Pourtant, de l'argent il semblerait qu'il y en a. Du moins il y en avait. 1 124 013 € pour être précis. Un montant de crédits alloués à l'immigration et à l'asile, non utilisés par la France en 2019 et... rendus à l'Union européenne. « *Une aberration* » pour Bernard Broustet qui découvre ces chiffres rendus publics dans un décret du 12 décembre.

Alexandre KEIRLE @AlexKeirle

⁽¹⁾ Office Français de l'Immigration et de l'Intégration.

AGENDA SORTIES

Un Noël en musique

Envie d'un concert pour se mettre dans l'ambiance de Noël ? Radio Classique propose quatre représentations consacrées aux musiques traditionnelles.
Rendez-vous les 19, 20, 22 décembre à 20 h et le 21 à 15 h à l'Auditorium, 9-13 Cours Georges Clemenceau à Bordeaux.
Sur réservation, de 5 à 95 €.

Supermarché de Noël à l'iBoat

C'est parti pour une 8^e édition ! Embarquez à bord du ferry pour vos derniers achats. Au programme : stand de créateurs français, photos, village de Noël, et un peu de vin chaud pour garder l'esprit des fêtes.
21 et 22 décembre, de 11 h à 19 h entrée libre depuis le Bassin à Flot n°1, Cours Henri Brunet.

IMPRIMATUR

Directeur de la publication Arnaud SCHWARTZ • Coordination éditoriale Rayya ROUMANOS, Matthieu DUPHIL
Direction artistique Fred AUGRY • Chef d'édition Marie LEMAITRE • Rédacteurs Alexandre KEIRLE, Amandine HUSTACHE, Christophe HOSEBIAN-VARTANIAN, Emilie JULLIEN, Laura LE STRAT, Paul-Guillaume IPO, Thibault LACOUX, Thomas GROPPALLO

pour aller plus loin
imprimaturweb.fr

ijba
Institut de
Journalisme Bordeaux
Aquitaine

Université
BORDEAUX
MONTAGNE